

Taxation de l'héritage

«La transmission des grands patrimoines renforce les inégalités»

L'historien vaudois Matthieu Leimgruber démonte les idées reçues sur l'héritage des plus fortunés, visé par une initiative de la Jeunesse socialiste.

Ariane Gigon

Si la pauvreté a déjà fait l'objet d'innombrables études, la richesse, voire la super-richesse, reste un terrain d'exploration relativement peu défriché. En Suisse, Matthieu Leimgruber, professeur d'histoire économique et sociale à l'Université de Zurich, fait partie des chercheurs passant au crible les données disponibles sur la concentration de la richesse et ses liens avec la formation du pouvoir et des élites.

Membre associé de l'Observatoire des élites suisses (OBELIS) de l'Université de Lausanne, le Vaudois a participé à l'ouvrage collectif «Élites et pouvoir dans les grandes villes suisses», sorti la semaine dernière. Ses recherches permettent de mettre en perspective la question de l'héritage alors que l'initiative de la Jeunesse socialiste (JUSO), qui veut davantage taxer les grosses successions, fait débat en Suisse.

Selon un adage bien connu, les grandes fortunes ne survivent pas à la troisième génération. Qu'en est-il en Suisse?

Les faits contredisent clairement cet adage. La richesse est peut-être difficile à accumuler mais, une fois qu'elle est là, elle se maintient de manière très durable. En ce début de XXI^e siècle, on assiste d'ailleurs à un retour formidable de la transmission de la fortune par héritage, et cela à travers plusieurs générations.

L'héritage est-il à ce point-là généralisé?

Marius Brühlhart, professeur d'économie de l'Université de Lausanne, estime que le volume global des héritages et des donations in vivo a quasi doublé ces quinze dernières années et qu'il devrait atteindre plus de 90 milliards de francs en 2024. Pour l'immense majorité de la population, l'héritage consiste, dans le meilleur des cas, en un logement et quelques actifs financiers. Mais puisque 1% des contribuables détiennent 40% de la fortune totale, les héritages sont très concentrés. En fin de compte, près de la moitié de la population n'hérite au mieux que de quelques dizaines de milliers de francs, et beaucoup de personnes n'héritent de rien du tout.

Ce n'est pourtant pas ce que disent les opposants à l'initiative de la Jeunesse socialiste.

Le texte de l'initiative ne concerne pas les paysans qui veulent transmettre leur ferme ou un patron de PME qui voudrait remettre son bureau d'ingénieurs ou son garage à sa fille. Pour éviter de parler de la concentration de la richesse, qui est considérable, les opposants s'appuient sur le désir légitime de tout un chacun de vouloir transmettre quelque chose à ses enfants.



Matthieu Leimgruber, professeur d'histoire économique et sociale à l'Université de Zurich. NESTOR/ALBA/REDA/HEW

«Aujourd'hui, même les milliardaires se targuent de travailler des dizaines d'heures par semaine. Mais cela ne change pas le fait que leur fortune est liée très souvent à un, voire plusieurs héritages.»

Matthieu Leimgruber, professeur d'histoire économique et sociale à l'Université de Zurich

Est-ce que le fameux «self-made-man», celui ou celle qui a fait sa fortune tout seul, existe en Suisse?

Ces *hominis novi* sont minoritaires, mais ils sont systématiquement mis en avant, car ils correspondent à l'idéal méritocratique qui s'est imposé au XX^e siècle. Au XIX^e siècle en revanche, être riche à travers son travail aurait paru saugrenu, car la richesse permettait d'être rentier, c'est-à-dire d'arrêter de travailler. Aujourd'hui, même les milliardaires se targuent de travailler des dizaines d'heures par semaine. Mais cela ne change pas le fait que leur fortune est liée très souvent à un, voire plusieurs héritages.

Même avec un capital initial, de nombreux héritiers développent leur propre travail et leurs propres mérites, non?

Certes. Mais disposer d'une telle base financière permet aussi de prendre des risques. C'est ce que font des entrepreneurs couronnés de succès, grâce à la sécurité de l'héritage. C'est pour cela que de nombreux économistes prônent la taxation de l'héritage, car s'il y a bien un mécanisme qui renforce fortement les inégalités au sein de la population, c'est bien la transmission intergénérationnelle des grands patrimoines.

Les opposants à l'initiative estiment que les riches étrangers établis en Suisse vont quitter le pays avant même la votation.

Qu'en pensez-vous?
Il est assez frappant d'argumenter contre une taxation des très grandes fortunes en arguant qu'il y a une telle mesure contribuerait à faire fuir des milliardaires qui profitent des facilités fiscales mises en place par certaines élites

cantonaux, et cela depuis plus d'un siècle. En Suisse, certains présentent de telles pratiques comme des mesures humanitaires, voire morales, en faveur d'étrangers apparemment persécutés par la charge fiscale. Certains parlent plutôt de braconnage fiscal!

Mais la Suisse profite aussi de ces riches arrivants, non?

L'attractivité de la Suisse pour les super-riches profite évidemment à l'immobilier de luxe, au marché de l'art, et bien sûr aux gestionnaires de fortune, mais la Suisse n'est pas riche parce qu'elle abrite de l'argent étranger. Elle l'est parce qu'elle a la chance d'être située, depuis des siècles, dans une des régions les plus riches du monde, et a ainsi pu développer son industrie, ses banques et toute une série de secteurs économiques.

Formation des élites remise en question

Beaucoup prétendent qu'il n'y a pas d'élites en Suisse. Vous démontrez que cela relève du mythe. D'où celui-ci tire-t-il ses origines?

La vision enchantée de la Suisse comme petit pays paysan ou de classe moyenne, attaché à la démocratie directe, nous fait oublier que le pouvoir politique et la richesse étaient très fortement ancrés jusqu'au début du XX^e siècle au sein d'anciennes familles patriciennes, présentes depuis parfois des siècles dans les

grandes villes comme Berne, Bâle, Zurich ou Genève.

Mais les grands centres, comme Zurich, n'ont-ils pas eu tendance à écraser les plus petits?

Vers 1900, la Chambre de commerce de Zurich, qui devançait alors clairement les autres villes suisses sur le plan économique, discute à l'intérieur de la nécessité de ne pas froisser ses partenaires, pour éviter les tensions. Et en 1930, un Bâlois est ainsi nommé pour la première fois président de

l'Union suisse du commerce et de l'industrie, ancêtre d'Economie Suisse, afin de prendre en compte la montée en importance de la chimie dans la cité rhénane.

Une expression du génie helvétique, non?

C'est plutôt un résultat de la petitesse! Un petit pays qui a une force économique importante et qui est très présent sur les marchés internationaux ne peut pas se permettre de trop fortes tensions à l'intérieur. Si vous voulez négocier avec des grands pays voisins

comme l'Allemagne ou la France, et que vous n'arrivez pas à unir votre patronat pour faire un tarif douanier avec les Français - c'était l'enjeu du XIX^e siècle - c'est compliqué de défendre votre position. Donc vous devez vous efforcer de maintenir un consensus à l'intérieur pour pouvoir, ensuite, négocier à l'extérieur. C'est pour cela que le patronat suisse est coordonné. Ce n'est pas une expression d'un génie helvétique, mais découlée de la position particulière du capitalisme suisse dans l'économie européenne. **AGI**